

Un autre monde est possible !

l'Humain d'abord !

Pour une transition énergétique  
sociale et écologique

**Fédérés**

**pour**

**une**

**alternative**

**sociale**

**et**

**écologique**

LA

**FASE**

Fédération  
pour une alternative  
sociale et écologique

Participe au

**FRONT  
DE GAUCHE**

Après Fukushima

Après les conférences de  
Copenhague et de Durban

Où en sommes-nous ?

QUE FAIRE ?

La transition énergétique,  
le défi de la cause humaine

# **Fédérés** pour **une** **alternative** **sociale** **et** **écologique**

Écrit par des militants issus de ses différentes sensibilités<sup>1</sup> politiques, ce texte de la Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique (FASE) est un plaidoyer en faveur d'une transition énergétique embrassant la cause humaine. Il veut être une contribution au débat public, un débat pluraliste et populaire.

L'enjeu de l'avenir énergétique de la planète comprend la question nucléaire, mais va au-delà, nous ne souhaitons pas focaliser le débat uniquement sur cette question. Nous savons que notre position est attendue et l'abordons de front dans ce texte.

---

<sup>1</sup>Son écriture a été coordonnée par **Gilles Monsillon** (gilles.monsillon@free.fr), **Philippe Leclercq** (ph.leclercq48@orange.fr) et **Gilles Alfonsi** (gillesalfonsi@free.fr). Ce texte a été arrêté au 26 janvier 2012 ; la réflexion et les débats se poursuivent.

La FASE  
20 rue Chaudron 75010 - Paris  
www.lafederation.org  
contact@lafederation.org

*« Rien ne sera plus comme avant la catastrophe nucléaire de Fukushima », avons-nous dit, avec beaucoup d'autres, alors que le monde entier découvrait en temps réel l'absence de maîtrise par l'entreprise japonaise Tepco des conséquences du tsunami sur ses centrales nucléaires.*

**Depuis, après la conférence de Copenhague, celle de Durban vient de montrer une nouvelle fois les limites de la mobilisation mondiale contre le réchauffement climatique : Les pays les plus pollueurs refusent d'assumer leurs responsabilités historiques ; les questions de l'accès aux droits fondamentaux et de l'égalité face aux biens communs ne sont pas prises en charge solidairement par la communauté internationale ; les débats sur l'avenir énergétique de la planète sont insuffisants, et avec la crise économique ils sont relégués au rang de questions secondaires ; la cause écologique est encore largement déconnectée des enjeux sociaux et humains.**

Depuis de nombreuses années, le productivisme et la recherche de profits – qui se nourrissent réciproquement – conduisent l'humanité à une catastrophe climatique et sociale. Une mobilisation populaire mondiale est une urgence absolue pour rompre avec la marchandisation de tout, avec le règne du libéralisme et pour changer d'horizon. Car l'action de seuls "groupes de pression", n'a ni la force ni la légitimité pour changer l'ordre du monde. Réaliser la transition énergétique du local au mondial est une dimension incontournable d'une transformation sociale et écologique. Cela suppose que les partisans de l'émancipation prennent à bras-le-corps ces questions. Si la part de l'énergie nucléaire dans la production totale des énergies est de 17 % en France,

elle n'atteint qu'à peine 5 % de la production dans le monde ; elle ne représente que 13,8 % de la part de l'électricité<sup>2</sup> mondiale. Mais sa dangerosité, ses catastrophes, son empreinte écologique pour les siècles à venir, ne peuvent pas être abordées et gérées comme les autres énergies. Comme sur la transition énergétique en général, il nous faut construire notre position sur le nucléaire en prenant en compte les bilans géopolitiques globaux, dans des perspectives de progrès humains à l'échelle planétaire, européenne, nationale et locale.

Le développement humain tel que nous l'entendons, ne se mesure pas en additionnant l'accumulation des richesses concentrées dans quelques parties du monde, entre quelques mains ; il doit constamment construire un équilibre, entre les besoins du plus grand nombre - particulièrement ceux qui ont peu - et la façon de consommer les ressources de la planète.

**Il y a une corrélation entre, d'un coté, l'exploitation de la nature, celle des hommes et le mode de production des richesses, et de l'autre, la préoccupation de la qualité et du respect de l'environnement. L'usage que l'on fait de «notre terre» et de ses ressources dépend de la vision de «notre monde». Voulons-nous continuer à le saigner à blanc pour en tirer des profits immédiats, aux prix de conflits mondiaux incessants et de gâchis monstrueux OU sommes-nous des êtres humains qui partagent et construisent ensemble un avenir commun ?**

<sup>2</sup>Réf : Agence internationale de l'énergie



L'histoire, depuis la révolution industrielle et jusqu'aujourd'hui, témoigne malheureusement d'une course aux abîmes. D'un côté, un monde économique et financier qui dévaste terre, forêt, eau et qui dégrade nos façons de vivre, de manger, de travailler, en exploitant les peuples et perpétuent toutes les formes de domination. Un monde pour les puissants, où le citoyen du monde perd de plus en plus sa place et sa dignité, au fur et à mesure d'une mondialisation synonyme de marchandisation de tout. De l'autre, des potentialités extraordinaires des sciences et des techniques, des gisements de solidarité et de bien être, de multiples possibilités d'épanouissement, à condition de construire les conditions de l'égalité réelle.

**Qui gouverne, qui décide, pour quoi, pour qui, pourquoi ? A l'image du mot d'ordre du Front de Gauche, « l'humain d'abord ! », la place de l'Homme et de la Femme, celle de la personne et de la qualité des relations sociales appellent à un rassemblement, une fédération des indignations, des résistances, des révoltes, une insurrection des consciences qui se concrétisent dans l'action individuelle et collective !**

## *Quelle énergie pour l'avenir ?*

L'énergie représente à la fois un symptôme et l'une des causes centrales de la crise à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui. Notre développement social et économique, notre organisation spatiale, nos relations aux pays du Sud sont largement conditionnés par le rapport que nous entretenons avec ses modes de production et de consommation.

Si le réchauffement climatique est un problème qui semble lointain et peu palpable à certains, le choix du type d'énergie, son accès et son prix sont des questions quotidiennes pour tout le monde. Le développement de nos sociétés industrielles est fondé sur l'utilisation d'une très grande quantité d'énergie et, par voie de conséquence, sur la croissance illimitée de son empreinte écologique. Nous savions déjà que le modèle capitaliste n'était pas viable à long terme ; la nouveauté, c'est que nous découvrons que ce terme est là, tout proche ! Outre que la connaissance du réchauffement climatique est maintenant largement étayée, ses conséquences écologiques se font maintenant ressentir.

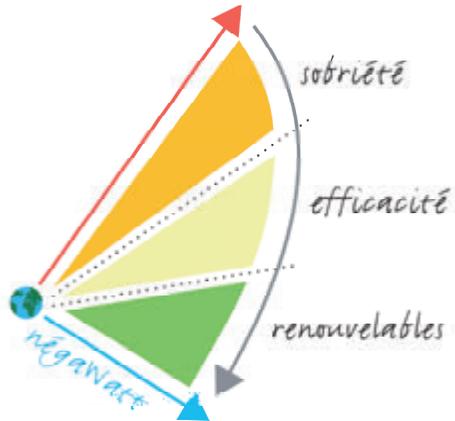
Dans le même temps, l'enjeu énergétique est étroitement imbriqué avec la question des inégalités sociales. La concurrence et la compétition font rage partout en même temps, entre les pays, les continents, les villes, les banques, les entreprises, les personnes... A coup de milliards, les institutions internationales et européennes, les gouvernements libéraux et sociaux-libéraux imposent aux populations des plans de rigueur d'une violence inédite, comme en Grèce, pour sauver le soldat « marché financier ». Dans cette guerre, le service public est destiné à être vendu au marché et les marchés liés à l'énergie deviennent un pan majeur du tout marchand.

A l'inverse, les moyens existent pour dégager un horizon totalement différent de celui des libéraux en prenant appui sur les potentialités réelles, niées et bafouées par les dirigeants économiques.

La question de l'accès de tous les êtres humains à l'énergie, doit être un enjeu majeur. Elle conditionne l'accès aux droits fondamentaux - logement, santé, mobilité ... - et nécessite la remise en cause des fondements d'un système qui oppose bien commun et accès aux usages vitaux à l'appât toujours plus grand du gain. La bonne santé ou non de l'environnement n'est pas le seul résultat de l'addition des comportements individuels : elle est conditionnée par les orientations économiques dominantes, par une "gouvernance" égoïste d'une poignée d'individus, qui risque d'anéantir pour toujours la civilisation !

Dans notre réflexion, nous avons choisi de privilégier non ce qui nous distingue, mais ce qui pourrait faire accord dans les mouvements de la gauche d'alternative, en nous appuyant sur les travaux sérieux des agences et surtout des associations, telles "**les amis de la terre**"<sup>3</sup> et "**NégaWatt**"<sup>4</sup>, dont nous soulignons la qualité de la mise à jour de leur scénario de transition énergétique et dont nous reprenons bien des éléments.

Une philosophie commune participe à nos réflexions : elle commence par mettre la question énergétique dans le bon sens, en partant des usages (besoins) et non des ressources : nous chauffer, nous éclairer ou nous déplacer ; ensuite elle s'interroge sur les moyens les plus soutenables de satisfaire nos besoins énergétiques en appliquant une démarche en trois temps :



- **La lutte contre tous les gaspillages provoqués par le système de production capitaliste impose de changer nos usages de l'énergie, de privilégier les plus utiles, de restreindre les plus extravagants et de supprimer les plus nuisibles ; pour se libérer des représentations fétichistes produites par le système capitaliste de production, nous devons interroger nos besoins et agir à travers les comportements individuels et collectifs pour constituer une pratique et une culture collectives de la sobriété.**

- **L'efficacité ensuite, qui consiste à agir sur la quantité d'énergie nécessaire pour satisfaire un service énergétique donné ; essentiellement par les choix techniques, de la production à l'utilisation.**

- **Le recours aux énergies renouvelables, enfin, qui permet, pour un besoin de production donné, d'augmenter la part des énergies les moins polluantes et les plus soutenables.**

<sup>3</sup> Les Amis de la Terre soutiennent depuis 2007 des scénarios de sortie du nucléaire en 1 ou 2 quinquennats maximum <http://www.amisdelaterre.org/Les-Amis-de-la-Terre-saluent-la.html> , quelques textes : <http://www.amisdelaterre.org/Necessite-et-limites-des-scenarios.html> - <http://www.amisdelaterre.org/Energie-atomique.html> - <sup>4</sup>[www.negawatt.org](http://www.negawatt.org)



## Un pôle public de l'énergie !

A travers le monde, on voit bien que l'enjeu énergétique est d'une importance cruciale pour le développement humain. Quelques expériences, notamment en Amérique latine, ont vu des re-nationalisations réussies d'entreprises contrôlant les principales énergies. En France, Enercoop ([www.enercoop.fr](http://www.enercoop.fr)) conjugue investissement citoyen local, finance éthique et énergies renouvelables citoyennes.

**Sortir l'énergie du marché concurrentiel pour en faire un bien commun avec une tarification progressive nécessite de constituer un service public de l'énergie. Service public qui devra s'ouvrir à la participation des citoyens, enjeu démocratique décisif pour la transparence des choix et des politiques énergétiques.**

**Au sein de ce secteur, la nationalisation de certains acteurs essentiels sera nécessaire. Certes, changer le statut d'une entreprise ne suffit pas à garantir une gestion au service du bien commun : en France et dans d'autres pays dans le passé, nous avons vu qu'une grande entreprise nationalisée peut être gérée comme une entreprise privée et parfois avec grand zèle, en particulier lorsque les choix politiques le lui imposent. A l'inverse, le statut public d'une entreprise peut être un puissant atout pour une politique alternative, dont les critères de gestion seront aux antipodes des critères de rentabilité et de profitabilité actuels.**

Tout le monde le sait désormais : le risque d'accidents majeurs dans le nucléaire est possible. Il est d'autant plus réel que les exploitants sont davantage préoccupés par le montant des dividendes à distribuer aux actionnaires que par la sécurité des centrales. De fait, la sécurité des salariés - de plus en plus précarisés - et la sécurité dans la sûreté des installations ne sont pas dissociables.

**Plus largement, cette question rejoint l'enjeu global de la propriété des moyens de production, notamment, mais pas seulement, quant il s'agit de la production de biens communs. Certaines entreprises françaises et mondiales - EDF, GDF-Suez, Total, Areva... - ont depuis des années touché des « aides », que ce soit pour de la recherche ou via des commandes de l'Etat. L'appropriation de ces entreprises par la société, dans des conditions nouvelles à inventer, constitue un enjeu majeur.**

Outre la question du statut juridique des entreprises et du poids de la puissance publique pour en assurer la maîtrise, il est indispensable de prendre en compte la question de la démocratie, en sollicitant le peuple pour les choix énergétiques principaux, en faisant participer aux décisions les citoyens, les forces sociales (syndicales et associatives) ainsi que les salariés. C'est ainsi que pourront être décidées des stratégies d'entreprises dédiées à la préservation des ressources énergétiques et à l'accès égalitaire aux productions énergétiques, sur la base de critères de gestion et d'indicateurs radicalement nouveaux.



## Un projet énergétique pour l'humanité

**Une politique énergétique mondiale doit nécessairement reprendre à son compte les objectifs écologiques et sociaux mondiaux, au premier rang desquels la lutte contre l'effet de serre et les dérèglements climatiques d'une part, et la nécessité de sortir des milliards d'êtres humains du sous développement et, d'autre part, d'agir en faveur de l'égalité entre les pays du Nord et ceux du Sud. Au sein d'un tel projet, ni l'énergie nucléaire et ses déchets, ni les énergies fossiles ne peuvent être des solutions présentes ou d'avenir. Ainsi, la sortie du nucléaire doit se concevoir sans augmenter la part des énergies fossiles carbonnées.**

### **L'enjeu de la lutte contre l'effet de serre est devenu aujourd'hui un objectif mondial.**

Dans son dernier rapport, le Giec <sup>5</sup>, les chercheurs estiment qu'une hausse des températures à la surface de la Terre qui dépasserait 2 °C à la fin du siècle conduirait à des catastrophes. Cette année les spécialistes indiquent qu'une telle augmentation pourrait se produire avant 2050 et qu'une hausse de 4° à 6° pourrait arriver dans le siècle, avec des conséquences considérables pour l'Afrique, les petits États insulaires, les pauvres et les personnes vulnérables sur l'ensemble de la planète. **De fait, le sommet de Durban a entériné l'apartheid climatique.** Ainsi, selon Pablo

Selon, ancien négociateur en chef de l'État plurinational de Bolivie, « il est faux d'affirmer qu'une deuxième période d'engagements du protocole de Kyoto a été adoptée à Durban. La décision actuelle a seulement été reportée à la prochaine COP, sans engagement de réduction d'émissions de la part des pays riches. Cela signifie que le protocole de Kyoto restera en vie jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un nouvel accord encore plus faible».

Contrairement à ce que l'IEA<sup>6</sup> avance, les sommets internationaux ont des résultats très insatisfaisants. De nombreux pays se sont engagés, dans le cadre de l'Accord de Copenhague, à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre ; le G20 et l'APEC <sup>7</sup> se sont également engagés à éliminer progressivement les subventions inefficaces aux combustibles fossiles. Mais le plus souvent ces engagements sont pris sans

les dispositifs contraignants et les vérifications permettant de rendre tangible une dynamique internationale.

**La réponse à la question, «sommes-nous enfin sur la bonne voie pour parvenir à un système énergétique sûr, fiable et écologiquement durable ?», est négative, tant les rapports de force demeurent malheureusement défavorables à la cause écologique, devant les intérêts financiers et impérialistes.**

<sup>5</sup> Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat

<sup>6</sup> International Energy Agency [www.iea.org](http://www.iea.org) et [www.worldenergyoutlook.org](http://www.worldenergyoutlook.org)

<sup>7</sup> La Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) est une organisation intergouvernementale visant à faciliter la croissance économique, la coopération, les échanges et l'investissement de la région Asie Pacifique



# ÉCOLOGIE SOCIALE

Au mieux, la plupart du temps, ne sont considérés que les effets du réchauffement, les dégâts des dérèglements climatiques, les conséquences en termes de migrations de populations par exemple. Mais, sont mal traitées ou à dose homéopathique d'autres dimensions : celle d'un accès égal à l'énergie, celle de l'égalité et des injustices, celle du développement humain. Et pour cause : ce sont là des enjeux de dépassement du système économique et social, c'est-à-dire du capitalisme. De plus, il ne suffit pas de parler de droit à l'énergie, car ce droit est-il celui de gâcher de l'énergie ou celui, pour tous, d'accéder à l'énergie pour vivre mieux, pour s'émanciper ?

***Partisans de l'émancipation, nous pensons que la mobilisation mondiale doit définir des objectifs sociaux ambitieux, en rupture avec toutes les dominations qui régissent les rapports sociaux. Le monde tel qu'il est, avec ses inégalités abyssales entre les individus, les classes sociales et les sociétés, dans l'accès à l'énergie comme dans tous les champs de la vie sociale, n'est pas vivable ; le statu quo n'est pas possible ; l'enjeu n'est pas de revenir à une situation antérieure qui aurait été « plus positive », mais de sortir de la préhistoire de l'émancipation. Nous souhaitons un vaste mouvement populaire qui change effectivement les choses, sans renvoyer les transformations à plus tard mais en expérimentant, en nous confrontant et en confrontant nos utopies au réel, pour élargir le champ des possibles***

***La convergence entre la cause environnementale et la cause humaine est notre parti pris.***

***Pour certains d'entre nous, la nécessité de cette convergence est un acquis de l'écologie politique (contre le projet de capitalisme vert). Pour d'autres, elle a pour racine la prise en compte de toutes les dimensions d'un projet d'émancipation (contre une vision uniquement économique ou uniquement environnementale). Nous disons ensemble que faute de cette convergence, il ne resterait plus qu'une fausse alternative : sacrifier l'avenir de la planète monde, avec un "progrès" aveugle aux conséquences des modes de production et de consommation (dilapidation des ressources naturelles, effondrement de la biodiversité...), ou renoncer à tout projet d'émancipation.***



## **L'idée de biens communs de l'humanité.**

Par exemple, pour que les énergies renouvelables soient un pas vers l'autogestion dans l'accès à l'énergie, et non pas un nouveau marché du capitalisme vert, il nous faut rompre avec la marchandisation de l'énergie. Car, actuellement l'effet d'aubaine idéologico-commerciale, fait que des énergies dites propres peuvent être consommées sur le mode le plus dispendieux, celui du gâchis. Le développement actuel du secteur des énergies renouvelables se réalise, pour l'essentiel, dans les conditions habituelles du libéralisme économique, comme pour la production et la consommation de n'importe quels biens, et donc en opposition à l'idée de biens communs de l'humanité. Celle-ci doit se situer dans une logique de rupture avec la domination du Capital et contribuer à engager l'humanité sur une voie post capitaliste.

### **Des exemples**

De nombreuses pistes existent qui permettent d'espérer une rapide évolution, que ce soit du côté des sciences de la terre (géothermie, marées...), de la chimie (valorisation du CO<sub>2</sub>), des biotechnologies (micro algues, biomasse etc.). D'un point de vue global, nous renvoyons à titre d'exemple au scénario de négawatt - et à ses dix points clés en annexe. L'avenir se jouera entre deux options : soit ces pistes sont développées, soit il faudra construire de nouvelles centrales nucléaires. Des priorités retenues dépendront les choix budgétaires.

L'exploitation et la consommation des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon...) constituent les principales sources de rejets de gaz à effet de serre (GES) qui ont un impact considérable

sur le dérèglement climatique . La frénésie avec laquelle les États-Unis se précipitent dans l'exploitation des gaz de schiste va à l'opposé de ce qu'il est nécessaire de faire. Cette source d'énergie est difficile à extraire et cause de dégâts environnementaux considérables. De nombreux permis d'exploration et d'exploitation d'énergies fossiles restent en vigueur et, outre le pétrole, concernent plusieurs types de gaz : gaz naturel, gaz de houille, gaz de schistes, également générateurs de GES. Le rythme forcené de leur exploitation constitue une dilapidation des ressources fossiles accumulées sur une très longue durée (les temps géologiques). Résultat : les réserves actuelles de gaz et de pétrole sont d'environ 80 ans. Il faut donc d'ores et déjà préparer plusieurs types d'énergies décarbonées. C'est pourquoi la transition, l'alternative énergétique doit avoir comme axe principal la réduction des émissions de GES et des émissions polluantes (oxyde d'azote, oxyde de soufre, particules...) liées aux énergies fossiles.

Par ailleurs, il faut s'interroger sur le bilan carbone de certaines productions réputées propres et souligner les enjeux de recherche en matière d'efficacité énergétique, de stockage, de transport et de nuisances.



<sup>8</sup>Ce n'est pas le seul scénario, nous le choisissons comme référence, mais sans en faire le nouveau petit livre rouge et vert.

Rien ne serait pire que de concevoir une politique énergétique tournée vers l'unique satisfaction des besoins immédiats, sans prendre pleinement en compte l'enjeu de la limitation importante et rapide des GES.

Dans le même temps, certains, prétextant que l'énergie nucléaire rejette moins de CO<sub>2</sub>, veulent en faire une énergie d'avant-garde pour la chasse aux GES, pendant que d'autres souhaitent relancer un commerce très rentable, espérant tirer profit des difficultés et des catastrophes du secteur nucléaire.

***Nous refusons l'opposition entre la sortie du nucléaire et la sortie des énergies fossiles. La sortie des énergies fossiles ne doit pas servir de prétexte pour une relance du nucléaire ; et la sortie du nucléaire ne doit pas servir de prétexte à la relance des énergies fossiles. La transition énergétique, qui implique à la fois la fin du recours au nucléaire (qui assure en France près de 80 % de la production d'électricité) et du recours aux énergies fossiles, aura comme objectif principal une production d'électricité principalement issue des énergies renouvelables.***

En Europe, la majorité des pays a fait le choix des énergies renouvelables (ER) ; ils ont développé l'emploi et localisé leur production. Il est particulièrement intéressant d'évoquer les expériences locales et d'envisager comment elles peuvent être mises à profit pour la transition énergétique.

Ainsi, nombreux sont les territoires ou les villes qui produisent localement l'énergie dont ils ont besoin. Certains ont adopté les formules de coopérative de production auxquelles sont associés les habitants. Ainsi, à Jühnde, près de Göttingen en Allemagne, les 780 habitants sont des « cu-

riosités » depuis 2003 ! En effet, dès 2000, le ministère fédéral de l'agriculture a favorisé la mise en place d'un programme de production électrique issue du biogaz et du bois pour produire, en coopérative, leur "électricité strictement nécessaire". Cette année, la ville de Bâle a définitivement renoncé à l'achat "d'électricité nucléaire". Mais les Suisses n'ont pas eu beaucoup de progrès à faire, ils consommaient déjà entre 80 et 90% d'électricité essentiellement hydraulique.

En Autriche, depuis 20 ans, la ville de Güssing couvre ses besoins en chauffage urbain et en électricité grâce à un réseau de petites unités (surtout en biomasse) d'une puissance totale de 6 MW. Le plan énergétique de la ville a permis la création de 35 installations de production d'énergie et de plus de 1000 emplois ces 12 dernières années. Il y a peu, Güssing a inauguré une centrale de gazéification du bois de 1 MW. Les géants européens de l'énergie ont déjà manifesté leur intérêt pour cette technologie. Et depuis 2005, Güssing produit plus d'énergie qu'elle n'en consomme.

Les chercheurs Autrichiens sont déjà sur d'autres pistes. Après le gaz, ils comptent synthétiser du diesel et de l'essence à partir du bois. L'objectif est de concevoir un agro-carburant qui ne menace pas les cultures vivrières. Des expériences ont eu lieu à l'automne 2009.

Enfin, à Dardesheim, c'est grâce à l'addition des sources d'énergies renouvelables (surtout soleil 33%, mais aussi vent, eau, et bientôt biogaz) que la commune réussit à être autosuffisante et même à revendre le surplus aux opérateurs voisins. A terme, ce sont 250 000 habitants de cette région au centre de l'Allemagne qui seront alimentés en électricité.



## Le nucléaire

Un autre aspect concerne l'avenir du nucléaire en général (et pas seulement le secteur de l'électricité nucléaire).

Il existe des usages du nucléaire qui sont aujourd'hui indispensables. C'est le cas dans plusieurs domaines autour de la santé, scintigraphie, radiothérapie... essentiellement. Le traitement des déchets produits est une question essentielle qui n'est pas réglée puisque la seule solution mise en œuvre actuellement est leur enfouissement.

Cependant, que dire et surtout que faire alors lorsqu'il est question de milliers de tonnes de déchets issus de la seule centrale (Brennilis) dont le démantèlement est autorisé ? Combien de "laboratoires" seront nécessaires lorsqu'il faudra démanteler Fessenheim et les 24 centrales<sup>10</sup> qui vont arriver au terme de leur existence dans les années qui viennent ? Aujourd'hui, "mettre la poussière sous le tapis" en attendant de trouver d'autres solutions, grâce à des avancées scientifiques toujours hypothétiques, est la seule réponse politique !

L'IRSN<sup>11</sup> indique : "Pendant quelques dizaines d'années, la surveillance des sites

sera fondée sur des contrôles, sur la maintenance des dispositifs de stockage et leur amélioration le cas échéant, ainsi que sur des restrictions d'usage. Lorsque la stabilité du site sera avérée, les interventions de maintenance seront progressivement réduites mais les restrictions d'usage toujours appliquées pendant quelques centaines d'années". La très longue période des



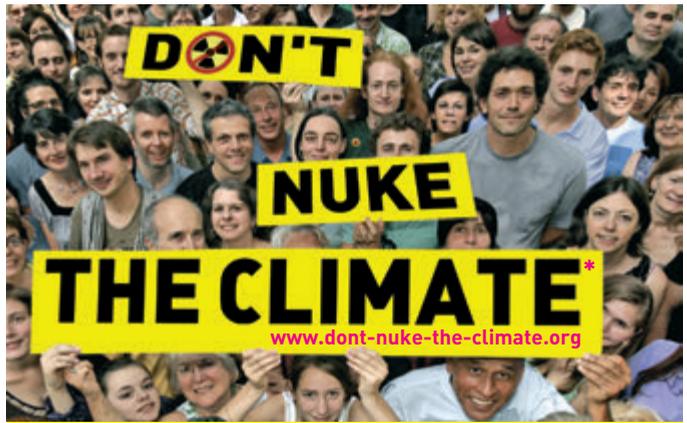
radionucléides présents dans les résidus (75 000 ans pour le thorium 230 et 1600 ans pour le radium 226) ne permet pas de compter sur la décroissance radioactive pour réduire le danger que représentent ces déchets. Au-delà de quelques centaines d'années, la surveillance du stockage ne peut plus être garantie.



<sup>10</sup> Les 21 réacteurs suivants, qui ont déjà tous dépassé l'âge fatidique de 30 ans : Fessenheim 1 et 2 - Bugey 2, 3, 4 et 5 - Gravelines 1, 2, 3, 4 - Tricastin 1, 2, 3 et 4 - Dampierre 1, 2, 3 et 4 - Saint Laurent B1 et B2 - Blayais 1. Les 21 réacteurs suivants qui atteindront les 30 ans avant la mi-2017, c'est-à-dire en principe avant la fin du prochain quinquennat : Blayais 2, 3 et 4 - Chinon B1, B2 et B3 - Cruas 1, 2, 3 et 4 - Gravelines 5 et 6 - Paluel 1, 2, 3 et 4 - Flamanville 1 et 2 - St Alban 1 et 2 - Cattenom 1.

<sup>11</sup> Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire, l'IRSN est l'expert public en matière de recherche et d'expertise sur les risques nucléaires et radiologiques. Les livrets de l'IRSN, Les déchets radioactifs : [http://www.irsn.fr/FR/base\\_de\\_connaissances/livraison/Document/publications\\_grand\\_public/irsn\\_livret\\_dechets\\_radioactifs.pdf](http://www.irsn.fr/FR/base_de_connaissances/livraison/Document/publications_grand_public/irsn_livret_dechets_radioactifs.pdf)

Des défaillances pourraient alors concerner l'intégrité du stockage. Il importe d'évaluer le risque et de prendre en compte les événements qui pourraient dégrader les dispositifs de stockage, notamment l'altération minéralogique des résidus, l'érosion et d'éventuelles interventions humaines.



Le problème est devant nous : compte tenu du fait qu'une partie de ces déchets seront en activité radioactive sur une durée de centaines de milliers d'années, le legs aux futures générations est déjà là.

Encore faut-il que l'existence de déchets que la société devra gérer quel que soit l'avenir des choix énergétiques ne serve pas de prétexte pour continuer à produire de nouveaux déchets !

Un débat est engagé concernant la recherche sur le nucléaire, particulièrement sur la possibilité de maîtriser cette énergie, les procédés de fission (EPR) et/ou de fusion (ITER) ... Si aucune piste ne doit être condamnée à priori, ces recherches,

comme beaucoup dans le domaine des sciences, doivent relever d'un véritable débat public. A son issue, le choix sera éminemment politique !

Un autre aspect est l'avenir du nucléaire militaire, c'est-à-dire de l'actuelle capacité de destruction de la planète et des

hommes par les armes atomiques. Les stocks considérables d'armes nucléaires existants aujourd'hui représentent la possibilité concrète d'éliminer toute vie sur la planète dans le cadre d'un conflit mondial. Rappelons que le nucléaire militaire est responsable d'un nombre considérable de morts, qu'ils soient liés aux essais nucléaires, à la bombe elle-même ou à la dissémination de la radioactivité. Ainsi, les bombes américaines de 1945 utilisées à Hiroshima et Nagasaki continuent de faire des victimes aujourd'hui. Là encore, la cause écologique et la cause anthropologique sont entièrement liées, interdépendantes.

***Débarrasser l'humanité de l'arme atomique, objectif qui est lui-même à relier à celui du désarmement mondial, est un objectif fondamental pour une politique d'émancipation. Il s'agit de bannir la violence guerrière des rapports mondiaux et d'en finir avec l'idéologie de l'équilibre par la terreur. Il doit être pleinement porté et considéré comme partie intégrante du combat pour l'émancipation.***



## **L'électricité nucléaire**

Après Three Miles Island en 1976 et Tchernobyl en 1986, Fukushima a montré qu'il n'existe pas de sûreté nucléaire suffisante, contrairement à ce qu'affirment depuis des décennies les industriels du secteur. De plus, avec la multiplication du nombre de centrales, il y a accroissement des risques. Dans le cas de Tchernobyl, le nombre de morts, malades et invalides se compte en dizaines de milliers<sup>12</sup> et le nombre de victimes continue d'augmenter. Dans le cas de la catastrophe nucléaire de Fukushima, on voit encore que personne ne maîtrise les conséquences ; on sait qu'elles dureront des centaines d'années, incluant l'abandon d'un territoire immense où régnera une radioactivité mortifère.

Avoir une politique préventive permet de gérer convenablement l'urgence. La France<sup>13</sup> est la "championne du monde" de l'exploitation de l'énergie nucléaire. Cela lui confère une énorme responsabilité à l'échelle planétaire.

Nos combats anticapitalistes, antilibéraux et les valeurs que nous portons, nous projettent au-delà des intérêts financiers ou de la soi-disant indépendance énergétique ! Par exemple, on ne peut pas faire silence sur les conditions de production de l'uranium. Ainsi, d'autres pratiques respectant les peuples et les intérêts des pays pro-

ducteurs sont à mettre en œuvre ; comme par exemple au Niger où aujourd'hui, la France, via Areva, achète l'essentiel de son uranium. En 2008, le président de la République du Niger a renouvelé les contrats d'approvisionnement de ce combustible. Drôle d'indépendance, aux regards des liens de types coloniaux que la France entretient vis-à-vis de ces pays d'Afrique !

Il est donc nécessaire de réfléchir en commun aux solutions prioritaires. **Il faut fermer immédiatement les réacteurs les plus dangereux ! Les préconisations de l'ensemble des spécialistes lors de la construction de ces réacteurs nucléaires, indiquaient une durée de vie de trente ans.** Depuis cette durée a été prolongée de cinq, puis de dix ans. Même si le critère d'ancienneté n'est pas le seul, il existe aussi ceux de la situation géographique, du risque d'inondation, de la proximité de failles sismiques, de la répétition d'incidents, la durée de vie de trente ans, constitue un taquet de sécurité «global». De fait, beaucoup d'organisations ont appelé à la fermeture immédiate des centrales de plus de trente ans. Dans l'urgence, le Japon n'utilise plus aujourd'hui que 2 des 54 réacteurs exploités avant l'accident de Fukushima. Ils devront fermer le reste et le premier ministre japonais déclare décaler la mise en route des 3 nouveaux réacteurs.

<sup>12</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/Catastrophe\\_de\\_Tchernobyl](http://fr.wikipedia.org/wiki/Catastrophe_de_Tchernobyl)

Dans les mois qui ont suivi, plusieurs centaines de milliers d'ouvriers (600 000 environ), les « liquidateurs » venus d'Ukraine, de Biélorussie, de Lettonie, de Lituanie et de Russie arrivent sur le site pour procéder à des nettoyages du terrain environnant. Leur protection individuelle contre les rayonnements était très faible, voire nulle. La décontamination était illusoire dans la mesure où personne ne savait où transférer le terrain contaminé. Selon Viatcheslav Grichine, membre de l'Union Tchernobyl, principale organisation des liquidateurs, sur 600 000 liquidateurs, « 25 000 sont morts et 70 000 restés handicapés en Russie, en Ukraine les chiffres sont proches et en Biélorussie 10 000 sont morts et 25 000 handicapés ». Élisabeth Cardis, chef du groupe rayonnement et cancer au Circ de Lyon, estime que si l'on prend en compte l'ensemble des habitants de la zone la plus touchée par les retombées radioactives et l'ensemble des 600 000 "liquidateurs", soit environ 5 millions de personnes, « le nombre de risque de décès risque d'être plus proche de 10 000 ». Une autre étude (Tchernobyl : le vrai bilan reste à faire, Caroline Tourbe, Science et Vie, avril 2006, pages 112 à 114), portant sur toute la population européenne, soit près de 572 millions de personnes, estime que « d'ici 2065, 20 000 à 35 000 cancers seront directement consécutifs à l'accident ».

***Raisonnement, nous devons prévoir, à échéance rapide, la fermeture en France des 24 réacteurs les plus âgés, ceux dont le béton et l'acier ont subi plusieurs décennies de radiations intenses. Nous avons bien noté que la fermeture de ces réacteurs est prévue par l'accord entre le Parti socialiste et Europe Ecologie les Verts ; mais nous avons aussi entendu, depuis, les reculades formulées par le candidat socialiste à l'élection présidentielle.***

En matière d'emplois, soulignons d'une part que les immenses chantiers de démantèlement maintiendront les "100 000 emplois du nucléaire" jusqu'au départ en retraite des agents concernés ; d'autre part que l'orientation vers le renouvelable conduira à la création d'un très grand nombre d'emplois. Ainsi, si on additionne

***La FASE se prononce pour une transition énergétique combinant la sortie du nucléaire (excluant donc la construction de nouveaux réacteurs) et la sortie des énergies fossiles. Cette transition doit être planifiée et se fixer comme objectif de remplacer, simultanément, les énergies fossiles et l'énergie nucléaire par des énergies renouvelables et alternatives, limitant les risques pour l'humanité, comme pour la planète. Cette sortie du fossile et du nucléaire doit être volontariste, maîtrisée, planifiée. Elle doit être un choix de société, transparent et démocratique. Elle doit être accompagnée d'avancées et de ruptures en matière de sobriété, de réduction des excès et d'efficacité énergétique.***

ceux créés dans le cadre de la transition énergétique, au total, c'est plus de 500 000 emplois supplémentaires !

Nous voulons tout de suite souligner, qu'il est curieux de parler de radicalité écologique ou politique en fonction du seul critère du nombre d'années de sortie du nucléaire. Pour nous, la transition énergétique fait partie de la transformation sociale et écologique de notre société. Elle s'accompagne donc de ruptures politiques. Nous pensons que cette sortie devra être décidée à l'issue d'un processus démocratique et qu'elle devra être planifiée pour la rendre tangible avec des mesures porteuses de profonds changements dans nos habitudes et nos usages, comme dans nos structures.

La transition énergétique nécessitera des mesures radicales, par exemple pour contenir l'explosion du trafic aérien. Dans le même ordre d'idée, la popularisation du véhicule électrique dans sa technologie actuelle risque d'entraîner de facto la justification de l'énergie nucléaire. En effet, il faut éviter que les efforts réalisés dans certains secteurs soient annihilés par le maintien ou le développement de consommations exorbitantes dans d'autres. Cela inclut aussi la décroissance de certaines productions – celles qui nuisent à la société et à l'environnement – tandis que d'autres, socialement et écologiquement utiles, devront croître, en incluant le souci de la qualité de la production, du respect de l'environnement et des conditions de leur développement.

Nous avons lu et entendu que EE-LV et d'autres, comme le Front de gauche - auquel nous participons -, appellent à un grand débat public, suivi d'un référendum sur l'avenir du nucléaire. Nullement contradictoire avec la fermeture des 24 réacteurs les plus anciens, la campagne pour obtenir ce référendum, puis celle du référendum lui-même, seront enfin l'occasion de vrais débats populaires.



## CE QUE LA GAUCHE DEVRA FAIRE !

POUR UN PROGRAMME POPULAIRE ET PARTAGÉ

En mars 1974, la mise en route de nombreuses nouvelles centrales, via le plan Mesmer, a généralisé le recours à l'énergie nucléaire, sans même un débat parlementaire. A contrario, nous souhaitons un débat profond, avec l'ensemble de la population, nous serons acteurs pour défendre nos positions pour un autre monde.

*Née pour contribuer à un mouvement de transformation sociale et écologique, la Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique (FASE) souhaite, avec d'autres, ancrer ce débat dans l'opinion publique. Un formidable défi que nous devons rendre concret. Nous nous appuyerons sur un large mouvement citoyen, qui dépasse largement les frontières de l'hexagone et de l'Europe, et qui peut s'appuyer sur les décisions déjà prises dans plusieurs pays européens (Suisse, Italie, Allemagne...), sur les mobilisations citoyennes multiples et intéressées par les enjeux du développement humain.*

Nous constatons que les progrès accomplis au cours des dernières années, en matière d'informations sur les incidents ne remplissent pas, loin s'en faut, le cahier des charges d'une appropriation citoyenne du choix démocratique. Ils ne peuvent servir de paravent derrière lequel les choix fondamentaux continueraient d'être faits dans l'opacité. Il faut donc créer les conditions pour que les citoyens autant que les responsables d'EDF, ou ceux d'AREVA, les syndicalistes, les organisations politiques comme les associations interviennent dans ce débat.



### Quels choix énergétiques généraux ?

A plusieurs reprises, nous avons évoqué la nécessaire prise en compte de l'ampleur des besoins énergétiques, ce qui n'empêche pas de faire émerger une autre conception de cette notion de "besoins", pour rompre avec la croissance

<sup>13</sup> <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/ijc.27425/abstract> La revue Journal International du Cancer vient de publier dans son numéro de janvier une étude scientifique établissant une corrélation très claire entre la fréquence des leucémies infantiles aiguës et la proximité des centrales nucléaires. Cette étude épidémiologique rigoureuse, menée par une équipe de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), de l'IRSN, ainsi que le Registre National des maladies hématologiques de l'enfant de Villejuif, démontre pour la période 2002-2007 en France un doublement de la fréquence d'apparition des leucémies infantiles : l'augmentation va jusqu'à 2,2 chez les enfants de moins de 5 ans. Elle confirme ainsi l'étude épidémiologique sur les cancers infantiles dans le voisinage des centrales nucléaires, éditée par l'Agence de Protection contre les Radiations et le Registre des Cancers infantiles de Mayence menée en Allemagne par le Registre des Cancers de Mayence en 2008, qui avait abouti à la même conclusion. La recherche de l'INSERM, intitulée Géocap, inclut les 2 753 cas diagnostiqués dans toute la France entre 2002 et 2007 à partir d'adresses géocodées et situées autour des 19 centrales françaises.

immodérée de la consommation et donc de la production. Les politiques de sobriété joueront un rôle majeur pour la maîtrise du problème énergétique.

**Une politique énergétique mondiale doit combiner :**

• **La réponse aux besoins énergétiques, indissociablement liée à une reconfiguration de la notion de besoins, contre la logique de surproduction et de surconsommation que produisent le système capitaliste et son avatar libéral. Il s'agit de rompre avec la croissance exponentielle de la dépense énergétique au Nord au détriment des conditions de vie de millions d'êtres humains au Sud. L'accumulation du profit n'a plus rien de commun avec la satisfaction des besoins. C'est pourquoi le combat pour l'alternative énergétique mondiale est fondamentalement un combat anticapitaliste !**

• **La réduction des risques lors de l'extraction, de l'exploitation, de la production et pendant le transport des matières premières et des énergies produites, prenant en compte les différentes temporalités.**

• **La diversification des sources énergétiques, c'est-à-dire la combinaison de plusieurs sources d'énergies permettant de répondre aux différents besoins sans dilapider les ressources. C'est ainsi qu'il faut par exemple prendre au sérieux les possibilités de productions locales qui répondront à des besoins de proximité.**

• **La durabilité, pour construire un avenir meilleur pour les générations futures alors qu'aujourd'hui nous épuisons les matières premières et dégradons notre environnement et la biodiversité.**

• **La recherche, il est ainsi particulièrement grave que la France, entièrement liée par le quasi monopole du nucléaire, ait délaissé les investissements en matière d'énergies renouvelables. Elle se trouve, de ce fait, dans la nécessité de produire un effort d'autant plus important aujourd'hui. La France et les entreprises doivent dégager des financements nouveaux en matière de recherche et développement. C'est d'abord sous maîtrise publique que doivent avoir lieu ces recherches, avec plus largement l'objectif d'éviter la confiscation mercantile des avancées.**

Ce sont là des propositions d'orientations, mises en débat. On ne saurait trop souligner le sens global de notre position : nous pensons que la société doit être en capacité de décider des choix énergétiques et que seules des avancées permettront des ruptures dans nos modes de développement. Autrement dit : si les scientifiques doivent éclairer les choix possibles, le pouvoir de décider doit appartenir aux citoyens et non aux spécialistes et aux institutions. C'est bien lorsque les citoyens s'emparent des questions, comme actuellement contre l'exploitation du gaz de schistes, que les industriels et les pouvoirs publics sont obligés de reculer.

## Annexe

### Les 10 points clés du scénario Négawatt 2011

- Une politique très volontariste de sobriété et d'efficacité énergétique, aboutissant à une diminution en 2050 de la demande en énergie primaire de 65 % par rapport à la situation en 2010 : l'exploitation du gisement de Négawatt permet de faire les 2/3 du chemin !
- Malgré cette politique, le maintien d'un haut niveau de services énergétiques pour les besoins de chaleur, de mobilité et d'électricité spécifique.
- Un recours prioritaire aux énergies renouvelables qui représentent à terme, en 2050, 91 % de nos ressources énergétiques.
- Une gestion coordonnée des réseaux de gaz, d'électricité et de chaleur permettant de répondre à tout moment aux besoins et d'assurer l'équilibre en puissance.
- Une anticipation de la fin des "fossiles faciles" à l'approche des pics pétrolier et gazier, par la limitation de leur utilisation à la pétrochimie et aux matières premières industrielles, ainsi qu'à quelques usages très spécifiques tels que l'industrie ou l'aviation.
- Par rapport à 2010, des émissions de CO<sub>2</sub> divisées par 2 en 2030 et par 16 en 2050.
- Un système énergétique français presque totalement décarboné malgré un arrêt maîtrisé et cohérent de toute production d'électricité en 2033, c'est-à-dire en 22 ans.
- Un cumul des émissions de CO<sub>2</sub> sur la période 2011-2050 conforme, dans une logique d'équité mondiale par rapport au poids démographique de la France, à l'objectif de limiter la hausse moyenne de la température sur Terre en dessous de 2°C d'ici 2100.
- Sur l'usage des sols et l'agriculture, un scénario énergétique équilibré malgré une relocalisation des productions et un recours très important à la biomasse pour la production de matériaux et d'énergie en cohérence avec le scénario Aferres 2050 du bureau d'études associatif Solagro.
- Une France avançant vers l'autonomie et la démocratie énergétiques, créant des centaines de milliers d'emplois durables, et redonnant aux territoires et à leur secteurs une place centrale dans notre paysage énergétique.



**FédéréEs** pour  
**une alternative**  
**sociale** et  
**écologique**

**LA**  
**FASE**  
Fédération  
pour une alternative  
sociale et écologique

Participe au

**FRONT  
DE GAUCHE**

Jean-Luc Mélenchon  
élection présidentielle 2012

[www.lafederation.org](http://www.lafederation.org)



« Rien ne sera plus comme avant la catastrophe nucléaire de Fukushima », avons-nous dit, avec beaucoup d'autres, alors que le monde entier découvrait en temps réel l'absence de maîtrise par l'entreprise japonaise Tepco des conséquences du tsunami sur ses centrales nucléaires.

Depuis, après la conférence de Copenhague, celle de Durban vient de montrer une nouvelle fois les limites de la mobilisation mondiale contre le réchauffement climatique : les pays les plus pollueurs refusent d'assumer leurs responsabilités historiques ; les questions de l'accès aux droits fondamentaux et de l'égalité face aux biens communs ne sont pas prises en charge solidairement par la communauté internationale ; les débats sur l'avenir énergétique de la planète sont insuffisants, et avec la crise économique ils sont relégués au rang de questions secondaires ; la cause écologique est encore largement déconnectée des enjeux sociaux et humains.